

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1..1

ÉVALUATIONS COMMUNES

CLASSE : terminale

EC : ☐ EC1 ☐ EC2 ☒ EC3

VOIE : ☒ Générale ☐ Technologique ☐ Toutes voies (LV)

ENSEIGNEMENT : histoire-géographie

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 2 h

Niveaux visés (LV) : LVA LVB

CALCULATRICE AUTORISÉE : ☐ Oui ☒ Non

DICTIONNAIRE AUTORISÉ : ☐ Oui ☒ Non

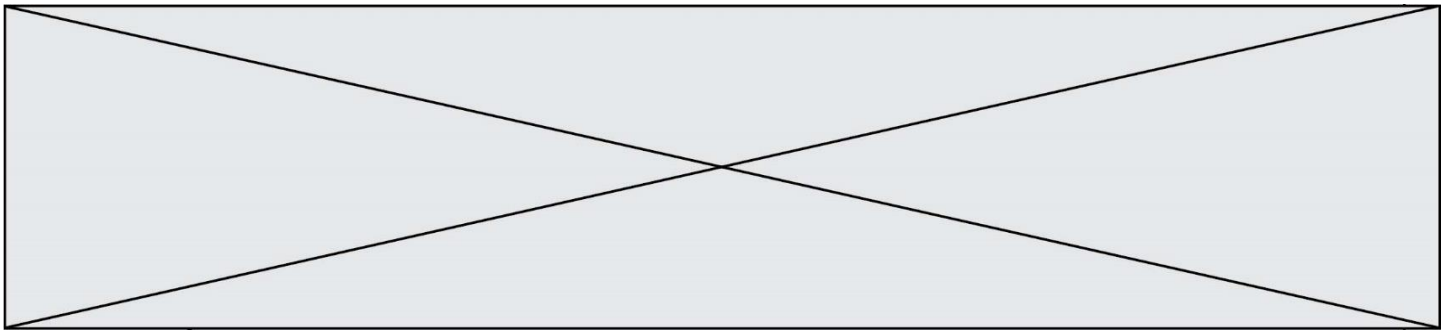
Les candidats doivent traiter les deux parties du sujet

☐ Ce sujet contient des parties à rendre par le candidat avec sa copie. De ce fait, il ne peut être dupliqué et doit être imprimé pour chaque candidat afin d'assurer ensuite sa bonne numérisation.

☐ Ce sujet intègre des éléments en couleur. S'il est choisi par l'équipe pédagogique, il est nécessaire que chaque élève dispose d'une impression en couleur.

☐ Ce sujet contient des pièces jointes de type audio ou vidéo qu'il faudra télécharger et jouer le jour de l'épreuve.

Nombre total de pages : 3



Première partie : question problématisée (10 points)

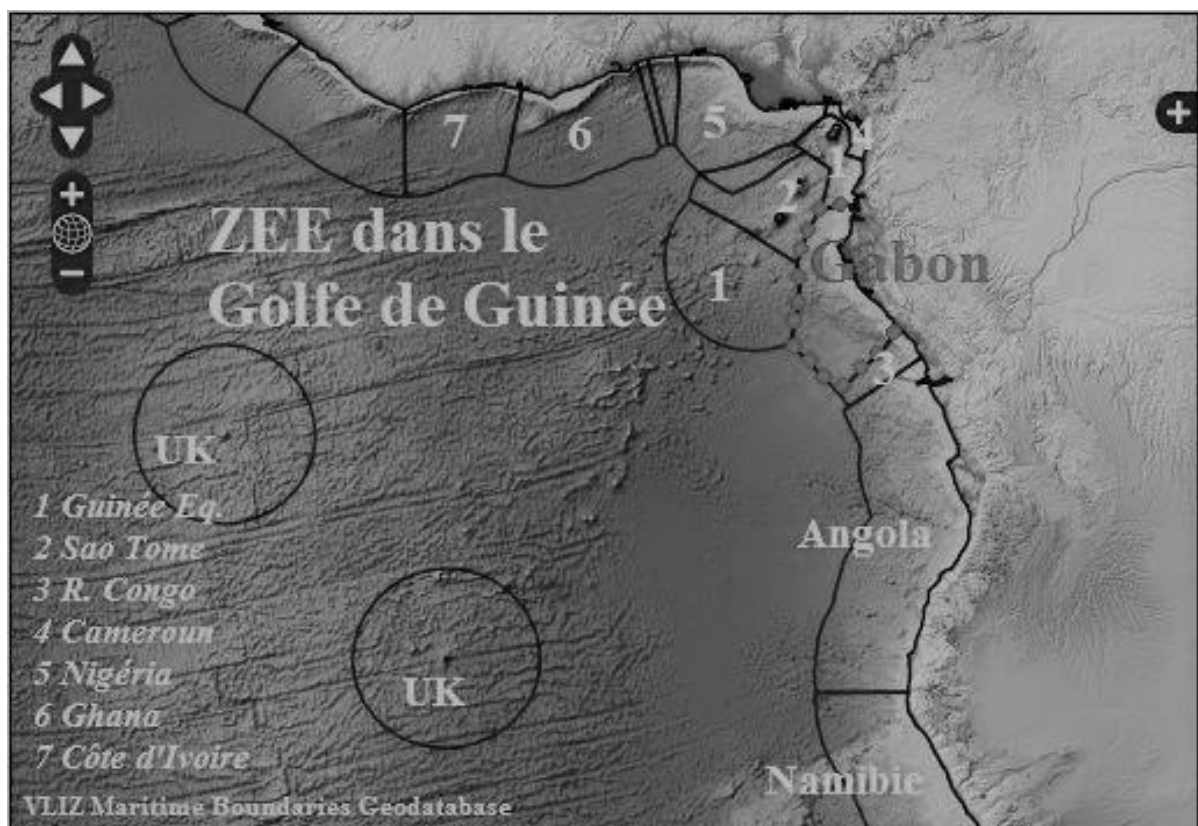
Comment peut-on définir le régime de Vichy ?

Deuxième partie : analyse de documents (10 points)

Vous montrerez à travers l'exemple du golfe de Guinée que les espaces maritimes sont riches de ressources qui peuvent engendrer des convoitises et des menaces.

L'analyse de documents constitue le cœur de votre travail, et nécessite, pour être menée, la mobilisation de vos connaissances.

Document 1 : ZEE dans le golfe de Guinée



Source : Vlaams Instituut voor de Zee, (Institut marin de Flandre)

Modèle CCYC : ©DNE																					
Nom de famille (naissance) :																					
(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)																					
Prénom(s) :																					
N° candidat :												N° d'inscription :									
(Les numéros figurent sur la convocation.)																					
Né(e) le :																					



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1.1

Document 2 : les enjeux de la sécurisation du golfe de Guinée

Cet espace abriterait jusqu'à 4,5% des réserves mondiales prouvées en pétrole – soit plus de la moitié des réserves de l'Afrique – et 2,7% des réserves prouvées en gaz naturel. Les deux tiers de ces ressources se concentrent au large du delta du Niger, au sein de la zone économique exclusive du Nigeria, dont le secteur pétrolier représente 75% des recettes de l'État et plus de 90% du total des exportations. Les États riverains exportent également des minerais précieux tels que le diamant, l'étain et le cobalt (minerai stratégique pour l'industrie dont la République démocratique du Congo détient 70% des réserves prouvées) ou encore le bois et le cacao. Englobant à la fois des eaux tempérées, tropicales et équatoriales, le Golfe connaît d'importants phénomènes d'upwelling (remontées d'eau riche en nutriments), ce qui en fait l'une des zones les plus poissonneuses au monde. 600 000 tonnes de produits halieutiques d'une grande variété y seraient ainsi prélevées chaque année. [...]

Parmi les menaces qui affectent le développement du commerce maritime et la stabilité des États riverains du golfe de Guinée, la piraterie figure au premier plan. Opérant depuis le delta du Niger, les groupes criminels siphonnent le brut des pétroliers détournés (*bunkering*) pour le revendre au marché noir. Ainsi, une importante baisse du cours en 2015 a conduit, en réaction, à une forte progression des enlèvements d'équipages pour les échanger contre rançon. Le bilan 2019 du MICA Center¹ constate que, si le nombre d'actes de piraterie recensés dans le Golfe est comparable aux années précédentes (111 au total, dont près de la moitié aux abords du Nigeria), c'est surtout le nombre d'enlèvements en mer qui a sensiblement augmenté : 60 personnes ont été enlevées en 2017, 99 en 2018 et 146 en 2019. [...] Plus globalement, le golfe de Guinée est en proie à un large éventail d'activités illicites : trafics de stupéfiants, d'armes, d'êtres humains, dégazage en haute mer [...] ou encore pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). On estime qu'un tiers des poissons pêchés dans ces eaux le seraient illégalement, représentant un manque à gagner annuel de 1 à 1,5 milliard d'euros pour l'économie régionale. Cette pratique menace un écosystème dont les populations locales dépendent fortement, la pêche représentant plus de 40% de leur apport en protéines animales.

Note :

¹ Le Maritime Information Cooperation and Awareness (MICA Center) est le centre d'expertise français dédié à la sûreté maritime, à compétence mondiale.

Source : Centre d'études stratégiques de la Marine, *Brèves marines* n°230, janvier 2020